

Septembre 2025

DEETS Guadeloupe, Service
Etudes, Statistique et
Evaluation (SESE)

L'intérim en Guadeloupe, Saint- Martin et Saint- Barthélemy en 2024

En 2024, l'intérim marque le pas en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy après trois années de croissance de l'activité entre 2021 et 2023. 2 461 Equivalents Emploi Temps Plein (EETP) sont comptabilisés dans l'année (-2,0 %). Le nombre de contrats signés diminue un peu plus rapidement (65 107 contrats, -2,8 %). L'intérim en EETP est aussi en baisse pour les Drom⁽¹⁾ pris dans leur ensemble en 2024 (-4,6 % pour les quatre Drom « historiques » hors Mayotte car les données ne sont pas disponibles). Au sein des Drom, la situation est contrastée. Martinique et Guyane sont en hausse (+6,8 et +1,3 % respectivement). La Réunion est en forte baisse (-13,6 %). Au niveau national, la baisse de l'activité intérimaire est plus forte (-5,8 %). En Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Le commerce est en 2024 le seul secteur d'activité en hausse en EETP, à +10,9 %. Les autres secteurs sont soit en forte baisse (services, -12,7 %), soit en baisse plus modérée. La construction, premier secteur d'activité pour l'intérim, est ainsi en baisse de 3,0 % après une hausse de 13,3 % en 2023. L'industrie est également en recul de 3,7 %. A l'image de l'activité, le nombre de contrats diminue fortement dans les services (-18,8 %) et dans la construction (-3,2 %). Il augmente ailleurs. La durée moyenne des missions achevées augmente en 2024 en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy à 2,0 semaines (+0,1 point). Elle baisse ailleurs dans les autres Drom, valant 1,5 semaine en Martinique, 3,8 semaines en Guyane et 1,2 semaine à la Réunion. La durée moyenne des missions achevées s'établit à 1,6 semaine pour les quatre Drom. Elle vaut 1,8 semaine au niveau national.

(1) Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, hors Mayotte

L'intérim reste moins fréquent en Guadeloupe⁽²⁾ et dans les départements et régions d'outre-mer (Drom) qu'au niveau national. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 1,9 % des contrats et 1,6 % du volume total de l'intérim en France en Equivalent Emplois Temps Plein (EETP) en 2024. La Guadeloupe ne représente que 0,3 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim en France, ainsi que de l'équivalent emploi temps plein. En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France en 2024 (2,1 % pour les Drom hors Mayotte). L'intérim reste donc sous-représenté dans l'économie locale. Le poids plus faible de l'industrie en Guadeloupe et dans les Drom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 33,7 % de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 16,7 % en Guadeloupe en 2024. L'intérim est clairement sous-représenté dans les secteurs de fabrication industrielle. Par ailleurs, dans les services, le transport et entreposage, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse dans la construction et le commerce où l'intérim pèse bien davantage localement qu'au niveau national.

Baisse du nombre de contrats en 2024

Contrats	2024	Evol 24/23	2023	2022
Guadeloupe	65 107	-2,8%	66 983	65 252
Total Drom	390 062	1,3%	385 044	392 571
France entière	20 787 690	-2,3%	21 269 287	22 107 198

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Le nombre de contrats d'intérim signés dans l'année diminue de 2,0 % en Guadeloupe en 2024. Il augmente à l'inverse de 14,8 % en Martinique, de 7,5 % en Guyane mais baisse de 3,7 % à la Réunion. Pour l'ensemble des Drom hors Mayotte, la hausse s'élève à 1,3 % en 2024. Au niveau France entière, la baisse prédomine et atteint 2,3 %.

Baisse de l'EETP en 2024 en Guadeloupe

EETP	2024	Evol 24/23	2023	2022
Guadeloupe	2 461	-2,0%	2 512	2 447
Total Drom	11 841	-4,6%	12 409	12 469
France entière	744 638	-5,8%	790 861	825 024

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

En 2024, l'intérim est en baisse en Guadeloupe en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) après trois années de croissance de l'activité de 2021 à 2023. L'activité s'établit à 2 461 EETP, soit -2,0 % sur un an. L'activité en EETP décroît de 4,6 % dans les Drom (hors Mayotte). Il y a une hausse de 6,8 % en Martinique et de 1,3 % en Guyane. La Réunion est en baisse de 13,6 %. L'activité est également en baisse plus marquée au niveau national (-5,8 %).

Taux de recours à l'intérim en baisse

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, ici le rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) et l'effectif salarié du secteur privé atteint 2,8 % en Guadeloupe en 2024. Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), ce taux s'élève à 2,8 %. La Guyane affiche habituellement un taux supérieur aux autres départements ultramarins. Il atteint 5,1 %, comme en 2023. Martinique et Réunion sont à 3,0 et 2,3 % respectivement. Au niveau national, le taux de recours atteint 3,7 %.

Taux de recours : 2,8 % dans les Drom

Taux de recours	2024	2023	2022	2021
Guadeloupe	2,8%	2,9%	2,9%	2,8%
Total Drom	2,8%	3,0%	3,1%	3,0%
France entière	3,7%	3,9%	4,1%	4,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Construction et commerce en tête en 2024

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2024, la construction, secteur toujours important pour l'intérim, concentre 32,5 % du volume d'emploi total en EETP et occupe la première place devant le commerce et la réparation automobile (28,7 %). Les services regroupent 21,9 % du volume d'activité. Les principaux secteurs de services en volume sont les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (7,8 %), le transport et l'entreposage (6,9 %), l'hébergement et la restauration (3,0 %), l'administration publique, enseignement, santé et action sociale (1,5 %). Enfin, l'industrie regroupe 16,7 % du volume d'EETP. Les principales activités industrielles sont les industries extractives, énergie, eau, déchets et dépollution (7,3 %), la fabrication de denrées alimentaires (4,9 %) et la fabrication d'autres produits industriels (4,5 %).

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Le commerce concentre 46,1 % des contrats en Guadeloupe⁽²⁾ en 2024

Contrats	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,6%	0,4%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	11,5%	10,1%	9,9%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0%	0,2%	1,7%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,0%	1,8%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	3,4%	3,6%	9,8%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,4%	9,6%	3,6%
FZ : Construction	11,4%	9,7%	10,1%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	46,1%	35,4%	12,0%
HZ : Transports et entreposage	5,2%	10,5%	16,8%
IZ : Hébergement et restauration	6,1%	5,9%	7,0%
JZ : Information et communication	0,4%	0,5%	0,4%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,4%	0,3%	0,3%
LZ : Activités immobilières	0,1%	0,3%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	9,1%	11,0%	8,8%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,5%	1,4%	14,6%
RU : Autres activités de services	1,8%	1,1%	2,3%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,6%	0,4%	0,5%
Industrie	17,4%	23,5%	26,8%
Construction	11,4%	9,7%	10,1%
Commerce	46,1%	35,4%	12,0%
Services	24,5%	30,9%	50,5%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

La construction englobe 32,5 % de l'activité intérimaire en Guadeloupe en 2024

EETP	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,4%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,9%	6,0%	8,0%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0%	0,3%	3,6%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,0%	4,7%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,5%	6,0%	14,2%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	7,3%	8,3%	3,2%
FZ : Construction	32,5%	27,9%	17,7%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	28,7%	26,8%	9,6%
HZ : Transports et entreposage	6,9%	8,1%	15,1%
IZ : Hébergement et restauration	3,0%	2,8%	2,4%
JZ : Information et communication	0,5%	0,7%	0,7%
KZ : Activités financières et d'assurance	1,0%	0,8%	0,8%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,3%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	7,8%	8,9%	13,6%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,5%	1,8%	4,6%
RU : Autres activités de services	1,1%	0,7%	1,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,2%	0,4%	0,5%
Industrie	16,7%	20,6%	33,7%
Construction	32,5%	27,9%	17,7%
Commerce	28,7%	26,8%	9,6%
Services	21,9%	24,3%	38,6%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Les services en forte baisse en 2024

La baisse annuelle en 2024 du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe⁽²⁾, de 2 512 à 2 461 EETP, est le résultat d'évolutions contrastées dans les différents secteurs d'activité.

Hausse d'activité dans le commerce uniquement

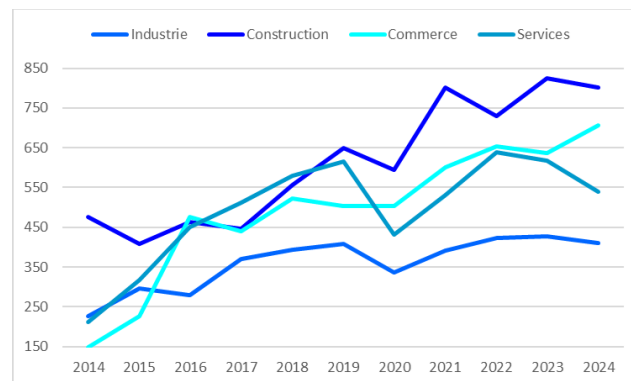
Guadeloupe	contrats	var 24/23	EETP	var 24/23
Agriculture	386	18,0%	5	-21,0%
Industrie	11 299	9,4%	411	-3,7%
Construction	7 404	-3,2%	801	-3,0%
Commerce	30 036	3,6%	706	10,9%
Services	15 982	-18,8%	539	-12,7%
Ensemble	65 107	-2,8%	2 461	-2,0%

Source Dares, traitement service ESE, brut

Le commerce enregistre une hausse de son activité intérimaire en 2024 (+10,9 %). Les autres

secteurs sont en baisse. Les services enregistrent un fort recul de 12,7 %. L'industrie et la construction subissent des baisses plus modérées (respectivement -3,7 et -3,0 %).

L'activité intérimaire dans les principaux secteurs (EETP)



Source Dares, traitement service ESE, brut

Durée moyenne des missions achevées en hausse à 2,0 semaines en Guadeloupe en 2024

Durée moyenne (en semaine)	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,6	1,5	1,9
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,9	1,0	1,5
C2 : Cokéfaction et raffinage	nd	8,5	4,7
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,6	1,8	4,2
C4 : Fabrication de matériels de transport	2,0	3,3	4,9
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,5	2,7	2,7
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,3	1,4	1,7
FZ : Construction	5,8	4,6	3,3
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	1,2	1,2	1,5
HZ : Transports et entreposage	2,6	1,2	1,7
IZ : Hébergement et restauration	0,9	0,8	0,6
JZ : Information et communication	2,5	2,1	3,7
KZ : Activités financières et d'assurance	5,1	4,4	4,8
LZ : Activités immobilières	4,0	2,2	1,5
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,3	1,0	1,5
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1	2,1	0,6
RU : Autres activités de services	1,2	1,1	0,8
Ensemble des secteurs	2,0	1,6	1,8
Agriculture	0,6	1,5	1,9
Industrie	2,0	1,4	2,4
Construction	5,8	4,6	3,3
Commerce	1,2	1,2	1,5
Services	1,6	1,2	1,2
Ensemble des secteurs agrégés	2,0	1,6	1,8

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Durée des missions en hausse en Guadeloupe

La durée des missions achevées augmente de 0,1 point en 2024 en Guadeloupe, à 2,0 semaines. La durée moyenne des missions achevées est supérieure en Guadeloupe à celle observée en moyenne dans les Drom (hors Mayotte). La durée moyenne des missions s'établit en effet à 1,6 semaine dans les Drom. La durée des missions achevées est en baisse dans les Drom

entre 2023 et 2024 (-0,1 point) sous l'effet combiné d'une hausse de la durée en Guadeloupe associée à des baisses partout ailleurs : Guyane (-0,4 point, 3,8 semaines), Martinique (-0,1 point, 1,5 semaine), Réunion (-0,1 point, 1,2 semaine). La durée moyenne des missions achevées dans les Drom (1,6 semaine) reste inférieure à celle observée au niveau France entière (1,8 semaine). Au niveau national, la durée moyenne oscille chaque année entre 1,8 et 1,9 semaine depuis 2016.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

La durée des missions à 2,0 semaines en Guadeloupe⁽²⁾

Durée moyenne	2024	2023	2022	2021
Guadeloupe	2,0	1,9	1,9	2,1
Total Drom	1,6	1,7	1,6	1,7
France entière	1,8	1,8	1,8	1,9

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine, brut

Des durées des missions plus ou moins longues mais très liées aux secteurs d'activité

Dans la construction, les durées des contrats sont les plus longues observées parmi les grands secteurs d'activité : 5,8 semaines en Guadeloupe et 4,6 semaines dans les Drom hors Mayotte (5,7 et 4,7 semaines en 2023 respectivement), mais « seulement » 3,3 semaines France entière (3,3 semaines également en 2023). Malgré le poids important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées des missions sont courtes font baisser la durée moyenne des missions d'intérim achevées. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions se limite à 1,2 semaine en 2024 en Guadeloupe (1,1 semaine en 2023). Les durées des missions dans le commerce sont aussi relativement courtes dans les Drom (1,2 semaine) ou au niveau national (1,5 semaine). L'industrie est en 2024 un secteur d'activité agrégé où la durée des missions achevées est dans la moyenne en Guadeloupe (2,0 semaines) et plus importante que dans les Drom (1,4 semaine) mais moins qu'au niveau national (2,4 semaines). Dans les services, les missions d'intérim sont souvent de courte durée. En 2024, la Guadeloupe se distingue avec une durée moyenne de 1,6 semaine, supérieure à celle observée dans l'ensemble des DROM et au niveau national, toutes deux à 1,2 semaine. Certaines activités affichent néanmoins des durées bien plus longues, même si cela concerne parfois un nombre très limité d'intérimaires. Ces disparités s'expliquent en partie par la faible taille des effectifs dans certains secteurs, rendant les moyennes sensibles aux variations d'une année à l'autre. Ainsi, en 2024, les durées les plus longues sont observées dans des domaines tels que l'énergie, l'eau, la gestion des déchets, les activités financières, l'immobilier, le transport, l'information et la fabrication industrielle, avec des moyennes allant de 2,5 à

6,3 semaines. Un an plus tôt, ces mêmes secteurs affichaient déjà des durées supérieures à la moyenne : 6,0 semaines pour l'énergie et les déchets, 6,0 semaines pour les activités financières, 2,9 semaines pour l'information et communication, et 2,7 semaines pour la fabrication industrielle.

Avertissement

À l'occasion de la mise en ligne des données sur le 1er trimestre 2018, les séries d'emploi intérimaire ont été révisées. Le principal changement provient du traitement du passage à la déclaration sociale nominative (DSN), dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements. La montée en charge de la DSN a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique, ce qui amène à revoir progressivement l'ensemble des séries, avec un impact à la hausse parfois non négligeable. Cet effet peut même être plus important au niveau local :

http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisionemploiinterim.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'emploi intérimaire toujours en recul au 4^{ème} trimestre 2024 », Dares indicateurs N°11, février 2025

« L'intérim en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2023 », Deets Guadeloupe, Mai 2024

« L'intérim en Martinique en 2016 », Dieccte Martinique, juin 2017

« L'intérim en Guyane en 2016 », Dieccte Guyane, juin 2017

« L'emploi intérimaire à la Réunion en 2016 », Dieccte Réunion, mars 2017

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement par la Dares sont également disponibles sur le site du Ministère du travail : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnes/lemploi-interim>

Les données fournies portent sur le nombre d'intérimaires par secteur d'activité et par région, le nombre de CDI intérimaires, le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité et par région, les contrats conclus par secteur d'activité, la durée moyenne des missions par secteur d'activité. S'y ajoutent des taux de recours à l'intérim, par trimestre et annuellement.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Définitions

Depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM– adressés auparavant à France Travail (ex-Pôle emploi) par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS branche recouvrement) pour les Drom, données trimestrielles dont on fait la moyenne (emploi salarié privé). Pour le niveau national, chiffres URSSAF. Le taux de recours ainsi calculé peut être différent de celui qui figure dans d'autres publications (de la DARES en particulier). Taux de recours retenu : nombre d'intérimaires en fin de trimestre rapporté à l'emploi salarié privé, y compris intérim.

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A10, A38 et A64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A17 et A129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A17.

Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Guadeloupe (DEETS)**Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 Gourbeyre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureaux de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Immeuble ORLANDO, bvd de Houelbourg – Jarry
97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint-Martin :

23, rue de Spring, Concordia, 97150 Saint-Martin
Téléphone : 05.90.29.09.16
Télécopie : 05.90.29.18.73

Directeur de la publication : Ludovic de GAILLANDE

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : DEETS-971.statistiques@deets.gouv.fr

Internet : guadeloupe.deets.gouv.fr

Date de diffusion : septembre 2025